CICR

Genève / **Kinshasa** (CICR) – Alors que les **combats** s'intensifient dans le **Sud-Kivu**, le Comité International de la
Croix-Rouge
est inquiet pour le sort des populations civiles. Les attaques visant les civils ont nettement augmenté au cours des derniers mois, provoquant des déplacements massifs de populations.

« Nous sommes très préoccupés par la détérioration de la situation humanitaire dans la province du Sud-Kivu, tout particulièrement au nord de la province, dans les territoires de Shabunda, Walungu et Kalehe, d'autant plus que la majorité des victimes de ces attaques sont des civils. Toutes les personnes civiles doivent être épargnées, y compris celles faisant partie de la famille des combattants », déclare Laetitia Courtois, chef de la sous-délégation du CICR à Bukavu. En vertu du droit international humanitaire, les civils et leurs biens doivent être épargnés et protégés, les blessés et les malades soignés, et les installations sanitaires et le personnel médical respectés et protégés.

Depuis janvier 2012, le CICR a évacué 53 blessés de guerre civils des zones de combat, dont 18 enfants, et a assuré leur prise en charge dans les hôpitaux de Bukavu. « Parmi les blessés évacués se trouvaient deux enfants en bas âge, blessés par armes blanches. Ils ont assisté à la mort violente de leur mère et ont été abandonnés à côté de son cadavre », ajoute Mme Courtois.

L'insécurité entrave également l'accès aux soins de santé. « Pour les blessés, être en mesure de recevoir des soins rapidement est souvent une question de vie ou de mort », précise Mme Courtois. Les structures sanitaires manquent souvent de médicaments et de moyens pour traiter les urgences. Le CICR distribue aussi du matériel et des médicaments aux structures de santé dans les zones touchées par les combats.

Depuis le début de l'année, le CICR, avec le soutien des volontaires de la Croix-Rouge de la République démocratique du Congo, a pris en charge 44 enfants séparés de leur famille, y compris des enfants blessés durant les combats. Certains ont déjà pu être réunis avec un membre de leur famille.

Le CICR poursuit également son assistance aux personnes déplacées, comme à Lwizi, dans le territoire de Kabare, où il distribue actuellement des vivres à plus de 3200 personnes.